



المندوبية السامية للتخطيط  
HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

**Forum International :**

**«Pour une initiative Tricontinentale Atlantique»**

**Skhirat, les 29 et 30 Mai 2009, Maroc**

---

**Conférence présentée par :**

**Mr William Zartman**

**Sous le thème :**

**Cohésion sociale et Valeurs culturelles**

**dans la Communauté Atlantique**

**Valeurs atlantiques, Valeurs universelles**

**I William Zartman**

**The Johns Hopkins University; Tangier American Legation**

**Institute for Moroccan Studies**

Dans toute notre attention aux mécanismes et aux stratégies au service de l'Initiative Atlantique, il est important de ne pas perdre de vue des valeurs et des intérêts qui en découlent. Sans savoir où l'on va, sans sentir les limites du désirable aussi bien que du possible, car la politique est l'art du possible, comme l'on dit, mais aussi du désirable, on ne connaîtrait ni le désirable ni le possible. Il faudrait que l'intégration économique, le règlement social, et la sécurité collective servent et obéissent à la fois aux valeurs qui lient la société.

On parle souvent des valeurs occidentales, des valeurs islamiques, ou d'autres prétendus corpus de valeurs identitaires. Mais au sein des valeurs des pays et des civilisations aux bords de l'Atlantique, il n'y a pas de sous-limitations identitaires ni de divisions de valorisation. C'est une tentative de séparation, contraire aux mêmes valeurs, de prétendre que ce qui nous unit est lui-même divisé. Les valeurs de notre région sont des valeurs universelles, ce qui ne veut pas dire qu'elles sont notre propriété ou notre invention. Mais, exprimant à la fois des aspirations et des limitations de l'humanité entière, ce qui nous anime est le produit de nos civilisations, à partager avec tout le monde.

Par la même occasion, il ne faut pas confondre nos aspirations et nos buts avec nos accomplissements et nos luttes. Certes, les aspirations que l'on n'atteint jamais, auxquelles ne conforment jamais les comportements, sont vides de signification. On vit selon des valeurs, autrement elles ne sont que des mots creux. Mais on ne les vit pas parfaitement, et elles restent des éléments vers lesquelles on tend la main sans les atteindre parfaitement. Si on les saisisait sûrement, elles n'auraient plus d'utilité motivante. Donc, le paradoxe des valeurs c'est qu'elles sont à la fois certaines et illusoires.

Par quoi sommes-nous marqués en tant que citoyens et civilisations de l'Atlantique? On peut noter cinq idées directrices qui doivent guider nos efforts vers une mondialisation maîtrisée et une gouvernance reformée, et sans lesquelles nous n'y parviendrons jamais.

En premier lieu, *la dignité de l'individu*. L'humanité est faite d'une collection de nous-mêmes, et nous devons traiter chaque individu comme s'il était nous-mêmes. Que l'on appartienne à une culture dite communautaire ou individualiste, l'importance de la personne est capitale; la personne forme la communauté, comme la communauté forme la personne. *Sumus, ergo sum* est un proverbe du monde atlantique aussi bien qu'*umuntu ngumuntu ngabantu*, en latin et en nguni.

Pour les États, cette reconnaissance implique un respect pour la personne de ces concitoyens et une responsabilité pour leur bien-être. Selon la doctrine du Droit à l'ingérence (Responsabilité de protéger), désormais inscrit dans les actes de l'ONU mais issue des discussions au sein de la communauté atlantique (y compris l'Union Africaine), la souveraineté ne donne pas le droit à la répression des peuples d'un État et donne aux autres États le droit de les protéger, si besoin est. Car cette reconnaissance signifie que l'individualité des citoyens d'autres États a autant de valeur que celle nos concitoyens.

Ce respect abolit aussi la haine comme fondation des rapports entre people, un principe d'importance de nos jours. Le désaccord est normal dans les rapports humains, mais la dignité et le respect impliquent une reconnaissance de l'Autre dans le cadre des valeurs communes, et même en l'absence d'une communauté de valeurs, il n'y a pas de place pour la haine d'autrui et l'ignorance de son humanité.

*La participation dans les affaires publiques* est une deuxième valeur qui découle de la première. Cette participation s'effectue à deux niveaux. On n'est pas gouverné, on se gouverne, car la souveraineté vient du peuple. Evidemment, tout le monde ne peut participer directement aux décisions de gouvernance, mais on doit pouvoir choisir ceux qui le font et avoir l'occasion de les contrôler, de les renouveler ou de les renvoyer. Dans certains systèmes, le sommet du pouvoir est permanent pour en assurer la stabilité, surtout sur la voie du développement politique; les citoyens ont cependant le devoir de responsabiliser les membres du système qui exerce la gouvernance.

De nos jours, l'État n'est pas la seule source de gouvernance; il y a une vie active remplie par les organismes non-gouvernementaux de la société civile à laquelle les individus appartiennent avant même

de faire partie d'un État. Plus les gens conduisent et gèrent leurs activités au sein de la société civile, moins ils ont besoin d'être contraints par leur État. Mais les deux niveaux de participation dépendent de la liberté accordée par l'État aux citoyens d'exercer pleinement leur rôle dans la vie publique.

Dans ce système de rapports réciproques entre citoyens et État, la vie procède par "la politique normale," où les concitoyens amènent à l'État des exigences et des conflits qui n'ont pas été réglés par la société civile, et l'État gère ces demandes. La région atlantique est remplie d'exemples de cette performance, et aussi de son absence parfois, suivie d'efforts pour rééquilibrer les deux niveaux de la société.

*La sécurité* est une troisième valeur, à la fois pour les individus dignes et participants mais aussi pour les États qui les protègent. Les membres de l'État doivent être assurés de la sécurité par l'État et contre l'État, car comme indique le Droit à l'ingérence, l'État est responsable de la sécurité et du bien-être de ses citoyens, en échange de leur participation loyale dans les affaires publiques.

Par ailleurs, entre États de la Communauté atlantique, tout juste comme entre les citoyens de chaque État, doit régner une sécurité de rapports internationaux, où la violence est impensable en tant que moyen de relations. La plupart de cette région se trouve dans une communauté sécuritaire; il est temps que les autres parties s'engagent à gérer leurs relations sans recours à la guerre. Dans une communauté sécuritaire les rapports se construisent et les conflits se règlent par la "diplomatie normale," où les pays se concertent pour régler des conflits et pour établir des règlements pour leur vie en commun.

*Le changement pacifique* est une quatrième valeur qui complète ces rapports. Car ils ne sont jamais statiques mais en constante évolution, dans le monde moderne. Le changement comporte toujours des heurts, des bouleversements d'habitudes, des conflits, mais sans que implique forcément des blessures, des bousculades, ou la violence. Une civilisation comme celle de l'Atlantique a appris comment s'adapter aux changements de façon paisible et avec créativité. Encore une fois, pas toujours, mais, apprenant de plus en plus de ses expériences comment faire face aux défis de ces nouveaux changements.

Finalement, la valeur du *progrès* prend une nouvelle signification dans le monde moderne. Tout comme les régions d'Europe, d'Afrique, et des Amériques se rencontrent et se fondent dans une civilisation atlantique, le monde entier se rétrécit, mettant ainsi ensemble des régions, des civilisations et des nations qui auparavant ne se trouvaient jamais dans la nécessité de vivre côte à côte. Ainsi, on ne trouve pas simplement de nouveaux voisins mais aussi de nouveaux problèmes, où chaque pas en avant soulève de nouvelles situations. Le progrès résout des problèmes et engendre de nouveaux défis.

On peut considérer les valeurs comme des idéaux, comme de pieuses pensées sans pieds sur terre, une bonne littérature ou philosophie sans rapport avec la réalité. Mais c'est faux. Nous vivons au travers de nos idéaux et nous sommes jugés selon eux. Les hommes et leurs sociétés sont imparfaits, mais le concept d'imperfections contient une mesure contre lequel le manque de perfection est jugé. Un État qui s'écarte trop des normes et des valeurs est un pariah et est traité comme tel. Les pays de l'OTAN et de l'Union Européenne ont constitué une communauté sécuritaire. Les pays démocratiques pratiquent la politique normale à divers degrés, et ceux qui ne sont pas démocratiques s'approprient le titre pour essayer de se faire passer comme tel. Beaucoup de pays et d'individus tournent le dos aux rapports de haine et reconnaissent la dignité de l'Autre, et parfois de ceux qui dirigent leur haine envers eux.

De plus, la communauté atlantique, avec d'autres, essaie de constituer des régimes internationaux basés sur les valeurs citées. La Banque mondiale et les Institutions financières internationales (IFIs) essaient d'établir des standards de gouvernance, comme le font aussi des ONG comme Transparency International. Le mouvement d'insertion de la Droit d'ingérence au sein des normes de l'ONU est parvenu jusqu'aux résolutions du Sommet mondiale de l'Assemblée Générale en 2005. La déclaration des Droits de l'Homme est sortie de la Révolution française pour entrer dans les résolutions et les conventions de l'ONU, à partir de 1948. Les États le trouvent dans leur intérêt égoïste d'adopter de tels normes, règlements, et attentes, justement pour se protéger de ceux qui veulent prétendre être en dehors de ces normes. Les pays et les peuples atlantiques ont un rôle de leadership à jouer, en donnant l'exemple chez eux et en faisant adopter et appliquer leurs valeurs universelles dans notre univers global.